

Unité interdépartementale Anjou Maine  
rue du Cul d'Anon  
BP 80145  
49183 SAINT-BARTHÉLÉMY D'ANJOU

SAINT-BARTHÉLÉMY D'ANJOU, le 13/12/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/12/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



### **ALIFEL MOULINS DE LOUE**

La Champagne  
72540 LOUE

Références : 2022-731\_AUTO\_ALIFEL – LOUE\_RAP  
Code AIOT : 0006301617

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/12/2022 dans l'établissement ALIFEL MOULINS DE LOUE implanté La Champagne 72540 LOUE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Visite organisée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôle.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ALIFEL MOULINS DE LOUE
- La Champagne 72540 LOUE
- Code AIOT : 0006301617
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Alifal (Aliments de Loué) compte 1100 adhérents dont 850 en volailles de chair et 250 concernant les œufs (principalement dans le 72).

Les céréales sont locales principalement.

Le site a été créé en 2002.

Il comporte des silos de matières premières : blé, maïs, etc...

Il opère des broyages plus ou moins fins et des mélanges.

Il comporte 7 lignes de production dont 4 en granulés ou en miettes et 3 en farine.  
Les silos produits finis permettent l'expédition en camions par des entreprises extérieures.  
Le site est récent et il a été constaté lors de la visite qu'il est entretenu (faible empoussiérage).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suites des visites précédentes ;
- dossier de ré-examen ;
- situation administrative des installations.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Forage - Modifications E1 - 2019	Arrêté Préfectoral du 26/07/2010, articles 1.7 et 5.2.1	Oui	Sans objet
3	Procédure rétention eaux incendie - test R1 2019	Arrêté Préfectoral du 26/07/2000, articles 4.1.5 et 4.2.2	Oui	Sans objet
4	Programme de formation aux risques - E3 2019	Arrêté Préfectoral du 26/07/2000, articles 3.1 et 4.1.6	Oui	Sans objet
6	Nettoyage des installations	Arrêté Préfectoral du 26/07/2000, article 3.4	Oui	Sans objet
7	Vieillessement des structures - R3 2019	Autre du 03/08/2018, article Guide	Oui	Sans objet
8	Moyens d'intervention - R4 2019	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11	Oui	Sans objet
9	Moyens d'intervention - E4 2019	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11	Oui	Sans objet
10	Dossier de ré-examen	Code de l'environnement du 09/05/2017, article R. 515-70	/	Sans objet
12	Situation administrative des installations - R5 2019	Arrêté Préfectoral du 26/07/2002, article 1.2	Oui	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Registre des événements pour prévenir l'apparition d'accidents E2 - 2019	Arrêté Ministériel du 18/02/2010, article 5	Oui	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Permis de feu - R2 2019	Arrêté Préfectoral du 26/07/2000, articles 4.1.4 et 4.1.5	Oui	Sans objet
11	Porter à connaissance	Code de l'environnement du 26/01/2017, article R. 181-46	Oui	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des améliorations sont attendues pour :

- mettre à jour la situation administrative,
- fournir le dossier de ré-examen,
- régulariser le forage,
- maîtriser le confinement du site,
- finaliser la définition des zones ATEX,
- former le personnel aux enjeux,
- préciser les caractéristiques du matériel de nettoyage et justifier de son adéquation aux risques,
- affiner le suivi du vieillissement des structures,
- etc...

L'exploitant s'est montré enclin à avancer rapidement sur ces différents volets.

### 2-4) Fiches de constats

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/07/2010, articles 1.7 et 5.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Forage - Modifications
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Oui
<b>Prescription contrôlée :</b> Articles 1.7 et 5.2.1 : modifications des installations et forage
<p><b>Constats :</b> Constat le 29/09/2016  L'exploitant pompe l'eau d'un forage sur son site pour un usage industriel : production de vapeur (chaudières), lavage des véhicules...  La consommation est d'environ 12 000 m<sup>3</sup>/an.  L'utilisation de ce forage n'a jamais été déclarée.</p> <p>=&gt; L'exploitant devra régulariser la situation en déclarant ce forage. La procédure sera déterminée en fonction du volume prélevé, de la localisation précise au regard du SDAGE (zone de restriction, nappe concernée...) et de la profondeur de l'ouvrage.</p> <p>Constat le 06/05/2019  Une « fiche de déclaration préalable de travaux souterrains » datée du 23/01/2017 a été transmise suite à la visite de 2016. Il n'y a pas eu d'autre document émis ni d'échanges sur le forage depuis cette date.  L'exploitant a déclaré dans GERE 19 666 m<sup>3</sup> d'eau prélevée en 2018, 18 500 m<sup>3</sup> en 2017 et 19 000 m<sup>3</sup> en 2016.</p> <p>=&gt; Ecart N°1 (2019) : L'instruction de ce forage sera réalisée par l'IIC au titre de l'article R.181-46 du Code de l'environnement. Pour ce faire, il convient de transmettre le positionnement de ce forage au titre de loi sur l'eau (classement à établir au regard du tableau de l'article R.214-1), et par rapport aux dispositions de l'article R.122-2 du Code de l'environnement. Tous les éléments justificatifs seront fournis, et notamment : coordonnées X/Y, profondeur exacte du forage, débit des pompes associées, volumes pompés, usages de l'eau, protections des eaux souterraines éventuellement en place.</p> <p>Constat le 02/12/2022  Le forage semble à ce jour ne pas avoir été régularisé.  Dans le cadre de l'article R.181-46 du Code de l'environnement, l'exploitant est incité à prendre contact avec la police de l'eau (DDT72) afin d'examiner dans quelles conditions ce forage peut être régularisé.  A la suite, l'exploitant transmettra un rapport à connaissance comprenant l'avis de la police de l'eau et les éléments sollicités en 2019.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Registre des événements pour prévenir l'apparition d'accidents E2 - 2019**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 18/02/2010, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Registre des événements pour prévenir l'apparition d'accidents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Oui
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout événement susceptible de constituer un précurseur d'explosion ou d'incendie est consigné dans un registre [...]
<b>Constats :</b> Constat le 29/09/2016 Aucun registre n'a été mis en place. => Il convient de créer un registre en y intégrant notamment l'incendie du mois de juillet. => Un retour d'expérience global sera mené au moins 1 fois par an sur les incidents / « presqu'accidents » survenus sur le site.  Constat le 06/05/2019 L'exploitant a indiqué que les événements sont tracés dans le logiciel de maintenance, mais qu'il n'y a pas de partage d'expérience des incidents au sein du site. => Ecart N°2 (2019) : Créer un registre des incidents et en faire une analyse chaque année.  Constat le 02/12/2022 Un registre a été mis en place par l'exploitant puis transmis par mail. L'exploitant distingue les accidents corporels et les risques d'explosion et d'incendie.  Depuis 2019, l'exploitant n'a recensé qu'un événement au niveau du lampadaire du rond point d'entrée. Du fait de leur vétusté, l'action mentionnée consiste au remplacement des projecteurs à ampoules par des projecteurs à LED.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : Procédure rétention eaux incendie - test R1 2019**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/07/2000, articles 4.1.5 et 4.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Procédure rétention eaux incendie - test
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Oui
<b>Prescription contrôlée :</b> Rétention des eaux d'incendie fermeture de la vanne => L'exploitant établira une procédure pour fermer la vanne en cas d'incendie ou de déversement accidentel sur le site. => Le personnel sera sensibilisé à cette procédure et des exercices de manœuvre de la vanne seront enregistrés.
<b>Constats :</b> Constat le 06/05/2019 Une procédure référencée G5-A8 « gestion en cas d'incendie » datée du 14/12/16 a été transmise suite à la visite de 2016 ; elle prévoit la fermeture de la vanne. Cette procédure est affichée sur le site (vue le 06/05/19). L'exploitant n'a toutefois jamais testé cette procédure et la manipulation de la vanne. => Remarque N°1 (2019) : Réaliser périodiquement des exercices de manipulation de la vanne de fermeture de la rétention incendie.  Constat le 02/12/2022 L'exploitant dispose d'un registre mentionnant les exercices de manipulation de la vanne de fermeture du confinement des eaux incendie. L'exercice est réalisé annuellement. L'exploitant dispose d'une procédure pour la fermeture de cette vanne. Lors de la visite, la fermeture a été testée. Il s'est avéré que l'on entendait de l'eau s'écouler après la fermeture supposée de cette vanne. Il convient que la procédure soit complétée par une vérification en aval de l'absence d'écoulement suite à la fermeture de la vanne. Un schéma de principe du fonctionnement de la vanne pourrait aussi utilement être ajoutée.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : Programme de formation aux risques - E3 2019**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/07/2000, articles 3.1 et 4.1.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation aux risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Oui
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Article 3 de l'AM du 18 février 2010</p> <p>Programme de formation aux risques</p> <p><b>Constats :</b> Constat le 29/09/2016 =&gt; L'inspection rappelle que cette formation s'adresse à tout le personnel susceptible d'intervenir dans une zone à risque d'explosion. Le personnel de fabrication et l'entreprise de nettoyage sont donc concernés et à inclure au groupe. =&gt; Le module doit concerner les risques spécifiques liés aux installations UAB et aux silos (explosion des poussières...). =&gt; L'exploitant mettra en place un plan de formation formalisé (liste des formations à suivre en fonction du poste occupé et fréquences de renouvellement).</p> <p>Constat le 06/05/2019 L'exploitant a indiqué lors de la visite du 06/05/19 que le responsable maintenance va être formé aux risques ATEX en mai 2019 et 2 autres personnes à l'automne 2019. Le descriptif du contenu de la formation, par l'APAVE, a été consulté lors de la visite. L'exploitant a indiqué qu'en parallèle une mise à jour du zonage ATEX sur l'ensemble du site était en cours, et serait terminée avant fin 2019. =&gt; Ecart N°3 (2019) : - Informer l'IIC de la finalisation du zonage ATEX - Former tout le personnel travaillant dans l'UAB et les silos aux risques liés aux poussières et mettre en place un plan de formation (liste des formations à suivre en fonction du poste occupé et fréquences de renouvellement).</p> <p>Constat le 02/12/2022 Zonage ATEX : L'exploitant a élaboré un diagramme et un document excel répertoriant les zones 20, 21 et 22 (Risques d'explosion du aux poussières). Ces documents ont été établis en interne. Ces documents sont à conforter avec un bureau d'étude spécialisé.</p> <p>Plan de formation : Il concerne les deux services suivants : la maintenance et la production non formée.</p> <p>Il convient que l'exploitant dresse précisément : - la liste du personnel concerné ; - les besoin de formation ; - la liste des attestations de formation ; - les échéances de recyclage ; - le plan 2023 destiné à combler les lacunes.</p> <p>Les formations réalisées en 2022 portent principalement sur des habilitations électriques. Le plan de formation 2023 porte principalement sur l'incendie, le zonage ATEX et quelques habilitations électriques. L'exploitant doit poursuivre la mise en œuvre de son plan de formation afin de justifier sa conformité réglementaire.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**N° 5 : Permis de feu - R2 2019**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/07/2000, articles 4.1.4 et 4.1.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Permis de feu
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Oui
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 4 de l'AM du 18 février 2010  Permis de feu
<b>Constats :</b> Constat le 29/09/2016 => Il convient de compléter les permis de feu par les horaires de début/fin de travaux et par un visa assurant qu'une ronde a bien été réalisée 2h après la fin des travaux.  Constat le 06/05/2019 Des permis de feu établis en février et avril 2019 ont été consultés lors de la visite. Sur certains, la réalisation d'une ronde après travaux est mentionnée. => Remarque N°2 (2019) : Mettre en place sur les permis de feu la mention, de façon systématique, de l'heure de fin de travaux et de réalisation d'une ronde après travaux (au besoin en modifiant le modèle de permis).  Constat le 02/12/2022 L'exploitant a modifié le modèle de permis de feu utilisé. Ce modèle demande que l'on indique l'heure de fin de travaux ainsi qu'un volet surveillance de sécurité d'au moins deux heures qui doit être rempli après les travaux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Nettoyage des installations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/07/2000, article 3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Nettoyage des installations
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Oui
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Article 15 de l'AM du 18 février 2010  " Tous les locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.  La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage sont indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.  Le nettoyage est réalisé à l'aide d'appareils qui présentent toutes les garanties de sécurité nécessaires pour éviter l'incendie et l'explosion.  L'utilisation de balais ou d'air comprimé ne se produit qu'à titre exceptionnel et fait l'objet de consignes particulières."</p> <p>AM du 29/03/2004  Articles 9 et 13</p> <p>Etude de dangers du 23/01/17 (page 154)</p> <p>Courrier préfectoral du 02/05/18</p> <p>AP du 26/07/2000  Art. 3.4</p> <p>AM 29/03/2004 – Article 9  ...  Les appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosions notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, doivent au minimum :  - appartenir aux catégories 1D, 2D ou 3D pour le groupe d'appareils II (la lettre "D" concernant les atmosphères explosives dues à la présence de poussières) telles que définies dans le décret n°96-1010 du 19 novembre 1996, relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible;  - ou disposer d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes "protégées contre les poussières" dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529), et posséder une température de surface au plus égale au minimum : des 2/3 de la température d'inflammation en nuage, et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75°C.  ...  AM 29/03/2004 – Article 13 : Empoussièrement  Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.  La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation.  Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées [... ]</p> <p><b>Constats :</b> Précédente visite d'inspection du 29/09/2016 (remarque R2) :  =&gt; L'exploitant s'assurera que l'aspirateur respecte les prescriptions imposées par l'article 9 de l'arrêté du 29 mars 2004 modifié.  =&gt; Un registre spécifique de nettoyage sera mis en place pour enregistrer les opérations de</p>

nettoyage effectuées en interne et en externe.

=> L'utilisation du balai pour le nettoyage ou le recours à l'air comprimé doivent rester exceptionnels ; une consigne en ce sens doit être élaborée et diffusée à tous les opérateurs du site.

Étude de dangers (page 154) :

- mettre à jour la procédure de nettoyage en y intégrant chaque étage de la tour de manutention (dont dernier étage et espace sur-cellules)

Courrier préfectoral du 02/05/18 : renforcement du nettoyage de l'espace sur-cellules et de la tour de manutention, avec notamment un relevé de l'état d'empoussièrement une fois par semaine

Constat le 06/05/2019

L'IIC n'a constaté aucun empoussièrement dans les installations visitées.

Présence de tas, d'amas de poussières localisés dans les silos : Non

Présence de marqueurs au sol (croix, points...) qui, s'ils sont bien visibles, montrent que le silo n'est pas trop empoussiéré ? Non

Il existe une (des) procédure (ou consigne) (s) interne (s) de nettoyage ? Oui

Documents présentés : plan de nettoyage G5-A1-1

Cette procédure prévoit-elle :

- contrôle périodique de l'état de propreté (au moins hebdomadaire, voire journalier en période de collecte)?

Oui – pas de notion de période de collecte (usine de fabrication, pas de stockage de longue durée)

- fréquence de nettoyage indiquée, renforcée en période de collecte ou de manutention, personnel concerné ... ?

Oui

- moyens matériels à utiliser selon les lieux à nettoyer, personnel concerné,... objectifs de propreté fixés ?

Non

- modalités d'enregistrement et éventuellement de validation du nettoyage des zones dépoussiérées ?

Non

Existe-t-il un registre ? Oui

Les relevés effectués depuis début 2019 ont été consultés par sondage lors de la visite : les nettoyages sont effectués tous les 15 jours ou tous les mois.

Le caractère ATEX des aspirateurs utilisés par le personnel (aspirateurs du personnel maintenance) ou par la société sous-traitante SNEG réalisant les nettoyages n'a pas été vérifié par l'exploitant au regard des zones ATEX dans lesquelles ces aspirateurs peuvent être utilisés. L'un des aspirateurs vu lors de la visite du 06/05/19 avait une IP 4X.

=> Ecart N°5 : En lien avec la révision des zones ATEX évoquée précédemment, l'exploitant doit vérifier la compatibilité des aspirateurs utilisés sur le site (par le personnel maintenance et par la société SNEG) avec les zones ATEX dans lesquelles ils se trouvent.

Constat le 02/12/2022

L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier la levée de l'écart n°5 2019.

Il convient donc qu'il :

- liste les aspirateurs utilisés ;

- justifie de leur adéquation en fonction de la définition de leur utilisation et en particulier au regard des zones ATEX ;

- mette en place un registre de suivi des moyens de nettoyage,

faute de quoi il sera proposé au préfet de mettre en demeure l'exploitant sur ce point.

La visite des installations n'a par contre pas mis en évidence de zone empoussiérée.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 03/08/2018, article Guide
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vieillissement des structures
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Oui
<b>Prescription contrôlée :</b> Guide état de l'art sur les silos (version 3 de 2008)
<p><b>Constats :</b> Constat le 29/09/2016</p> <p>=&gt; L'exploitant formalisera une procédure de contrôle, a minima annuel, des structures et intégrera des éléments photographiques permettant d'assurer un suivi visuel des constats.</p> <p>=&gt; L'exploitant doit par ailleurs disposer des plans du constructeur (ferraillage...).</p> <p>=&gt; Le personnel doit être en mesure de détecter toute anomalie. En cas de détection d'une anomalie, l'exploitant mènera des investigations complémentaires et les travaux nécessaires.</p> <p>=&gt; L'inspection sera, le cas échéant, tenue informée des résultats des études et/ou travaux réalisés.</p> <p>Constat le 06/05/2019</p> <p>Des plans ont été transmis suite à la visite du 20/09/16.</p> <p>L'exploitant n'a pas mis en place de traçabilité des contrôles réalisés. Il a précisé lors de la visite que les vérifications visuelles étaient effectuées chaque année, à l'intérieur de certaines cellules, lorsque celles-ci sont vides.</p> <p>=&gt; Remarque N°3 (2019) : Mettre en place un enregistrement des vérifications effectuées pour contrôler le vieillissement des cellules : cellules contrôlées, constats effectués (inclure des photos), évolutions par rapport aux précédents contrôles, actions correctives ou préventives éventuelles.</p> <p>Constat le 02/12/2022</p> <p>L'exploitant a mis en place un registre.</p> <p>Il comporte un tableau récapitulatif pour les silos 1 à 8 concernant les années 2019 et 2020.</p> <p>La préconisation bureau d'étude serait de réaliser un état initial puis un contrôle tous les 3 ans.</p> <p>L'exploitant a aussi remis un rapport de Capatlas du 08/09/2020 qui répertorie les désordres avec photos à l'appui.</p> <p>Ce document ne comporte cependant pas de conclusion.</p> <p>Le rapport de 2019 mentionnait lui les conclusions suivantes :</p> <p>"En conclusion, les surfaces des structures ne présentent pas de défaut significatif important, les structures d'aspect visuel semblent en bon état.</p> <p>L'auscultation visuel n'a pas décelé d'éclats de bétons, aucun décollement d'enduits n'est visible, et aucun ferraillage n'est apparent.</p> <p>Cette campagne de relevé a permis de dater l'état des surfaces en pointant des marqueurs dont il faudra mesurer l'évolution lors d'une prochaine campagne de relevés. Certains marqueurs sur les plissures d'enduits ont délibérément été choisis afin de mesurer l'évolution de ces « plis ».</p> <p>La face nord, présente d'avantage de marques de mousses et lichen, peut-être en raison de la proximité de l'espace boisé.</p> <p>Aucune mesure antérieure n'ayant été effectuée à ce stade, il est impossible de faire état d'une quelconque évolution."</p> <p>Le contrôle qui porte sur l'extérieur ne mentionne pas d'évolution négative suivant l'exploitant.</p> <p>Pour l'intérieur, des cordistes interviennent une fois par an lorsque le silo est vide.</p> <p>La vis d'extraction est examinée.</p> <p>Les détections cordistes validées par l'exploitant doivent être recensées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'intervention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Oui
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.</p> <p>Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques.</p> <p>Les cellules de stockage des silos béton fermées doivent être conçues et construites afin de permettre l'inertage par gaz en cas d'incendie. Cette disposition ne s'applique pas aux cellules de stockage contenant du sucre.</p> <p>Des procédures d'intervention pour la gestion des situations d'urgence sont rédigées par l'exploitant et communiquées aux services de secours. Elles doivent notamment comporter :</p> <p>x le plan des installations avec indication :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des phénomènes dangereux (incendie, explosion, etc.) susceptibles d'apparaître;</li> <li>- les mesures de protection définies à l'article 10 ;</li> <li>- les moyens de lutte contre l'incendie ;</li> <li>- les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours.</li> </ul> <p>x les stratégies d'intervention en cas de sinistre ; et le cas échéant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la procédure d'inertage ;</li> <li>- la procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Visite du 06/05/2019 =&gt; Remarque N°4 (2019) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Réaliser un exercice sur le site permettant de vérifier que tout le personnel est prévenu rapidement en cas de sinistre ;</li> <li>• Mettre à disposition à l'accueil tous les plans des installations, y compris le plan des silos de matières premières.</li> </ul> <p>Constat le 02/12/2022 Il convient que l'exploitant transmette une justification de réalisation d'un exercice avec estimation du temps nécessaire pour prévenir le personnel en cas de sinistre et le rassembler. Présence de documents à l'accueil non vérifiée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 9 : Moyens d'intervention - E4 2019**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens d'intervention
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Oui
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques.
<b>Constats :</b> Visite du 06/05/2019 => Écart N°4 (2019) : <ul style="list-style-type: none"><li>• Ajouter à ces documents une procédure d'inertage des cellules béton, comprenant notamment le(s) numéro(s) de fournisseur(s) de gaz inerte. Il conviendra de vérifier préalablement avec ce(s) fournisseur(s) les modalités de raccordement et d'injection de gaz dans les cellules.</li></ul> Constat le 02/12/2022 L'exploitant dispose d'une procédure d'inertage. Elle doit être rendue plus opérationnelle (modalités et temps d'intervention) et justifiée en lien avec le fournisseur de gaz inerte.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 09/05/2017, article R. 515-70
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dossier de ré-examen
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Article R. 515-70 du Code de l'environnement</p> <p>I. Dans un délai de quatre ans à compter de la publication au Journal officiel de l'Union européenne des décisions concernant les « nouvelles » conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale mentionnées à l'article R. 515-61 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les prescriptions dont sont assortis les arrêtés d'autorisation des installations ou équipements visés à l'article R. 515-58 sont réexaminées « au regard des meilleures techniques disponibles, et en tenant compte, le cas échéant, des arrêtés pris en application de l'article L. 512-5. Elles sont », au besoin, actualisées pour assurer notamment leur conformité aux articles R. 515-67 et R. 515-68 ;</li> <li>- ces installations ou équipements doivent respecter lesdites prescriptions.</li> </ul> <p>II. Si aucune des conclusions sur les meilleures techniques disponibles n'est applicable, les prescriptions de l'autorisation sont réexaminées et, le cas échéant, actualisées lorsque l'évolution des meilleures techniques disponibles permet une réduction sensible des émissions.</p> <p>III. Les prescriptions dont est assortie l'autorisation sont réexaminées et, si nécessaire, actualisées au minimum dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) La pollution causée est telle qu'il convient de réviser les valeurs limites d'émission fixées dans l'arrêté d'autorisation ou d'inclure de nouvelles valeurs limites d'émission ;</li> <li>b) La sécurité de l'exploitation requiert le recours à d'autres techniques ;</li> <li>c) Lorsqu'il est nécessaire de respecter une norme de qualité environnementale, nouvelle ou révisée.</li> </ul> <p><b>Constats :</b>  Par mail du 28/11/2022, le bureau d'étude APAVE a transmis les éléments suivants :  " Comme expliqué ce jour lors de notre échange téléphonique, je vous confirme que la commande passée par la société ALIFEL le 15 juin 2021 auprès de nos services, pour la rédaction du dossier de réexamen, n'a pas été honorée.  C'est un dossier qui est repris. L'échéancier prévu est le suivant :  - Visite de site: 5 décembre  - Envoi version finale du rapport: semaine 3".</p> <p>Le dossier de ré-examen complet n'a donc pas encore été transmis par l'exploitant.  En l'absence d'une transmission sous trois mois, il sera proposé au préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter cette disposition réglementaire.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 26/01/2017, article R. 181-46
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Porter à connaissance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Article R. 181-46 du code de l'environnement »</p> <p>I. Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :</p> <p>1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;</p> <p>2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;</p> <p>3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.</p> <p>La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.</p> <p>II. Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p> <p>« S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45. »</p> <p>Nota : l'application du présent article dans sa forme issue du décret n° 2017-81 du 26 janvier 2017 est subordonnée aux dispositions de son article 17</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a réalisé un porter à connaissance le 19/10/2021 pour l'implantation de 7 silos.</p> <p>Le dossier ne comporte pas de révision d'étude de danger.</p> <p>Le projet n'a pas été mis en œuvre et pourrait être modifié.</p> <p>L'exploitant confirmera l'annulation du dépôt du porter à connaissance du 19/10/2021 et déposera un nouveau porter à connaissance pour un éventuel projet modifié.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 12 : Situation administrative des installations - R5 2019**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/07/2002, article 1.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Mise à jour
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Situation administrative des installations (courrier préfectoral du 28/11/16) - rubriques soumises à autorisation : 3642-2 et 2260-1 (1600 t/j), 2160-2 (26 433 m <sup>3</sup> ) - rubriques soumises à déclaration : 2910-A-2, 4510-2, 4511-2, 1435, 4734-2
<b>Constats :</b> Dans son porter à connaissance (PAC) de 2021, on note les évolutions suivantes par rapport au donné acte du 28/11/2016 : - 3642 : 1800 t/j au lieu de 1600 t/j (Donné acte du 28/11/2016) ; - 4511-2 : 140 tonnes (DC) au lieu de 1,5 t non classé (Donné acte du 28/11/2016) ; - 4510-2 : absente au lieu de 90 tonnes - DC (Donné acte du 28/11/2016).  Il convient que l'exploitant justifie dans son nouveau PAC ou de manière indépendante ces évolutions si elles restent d'actualité et pour la nouvelle activité DC qu'il justifie du respect des dispositions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales (Arrêté du 23/12/98 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4511).
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet